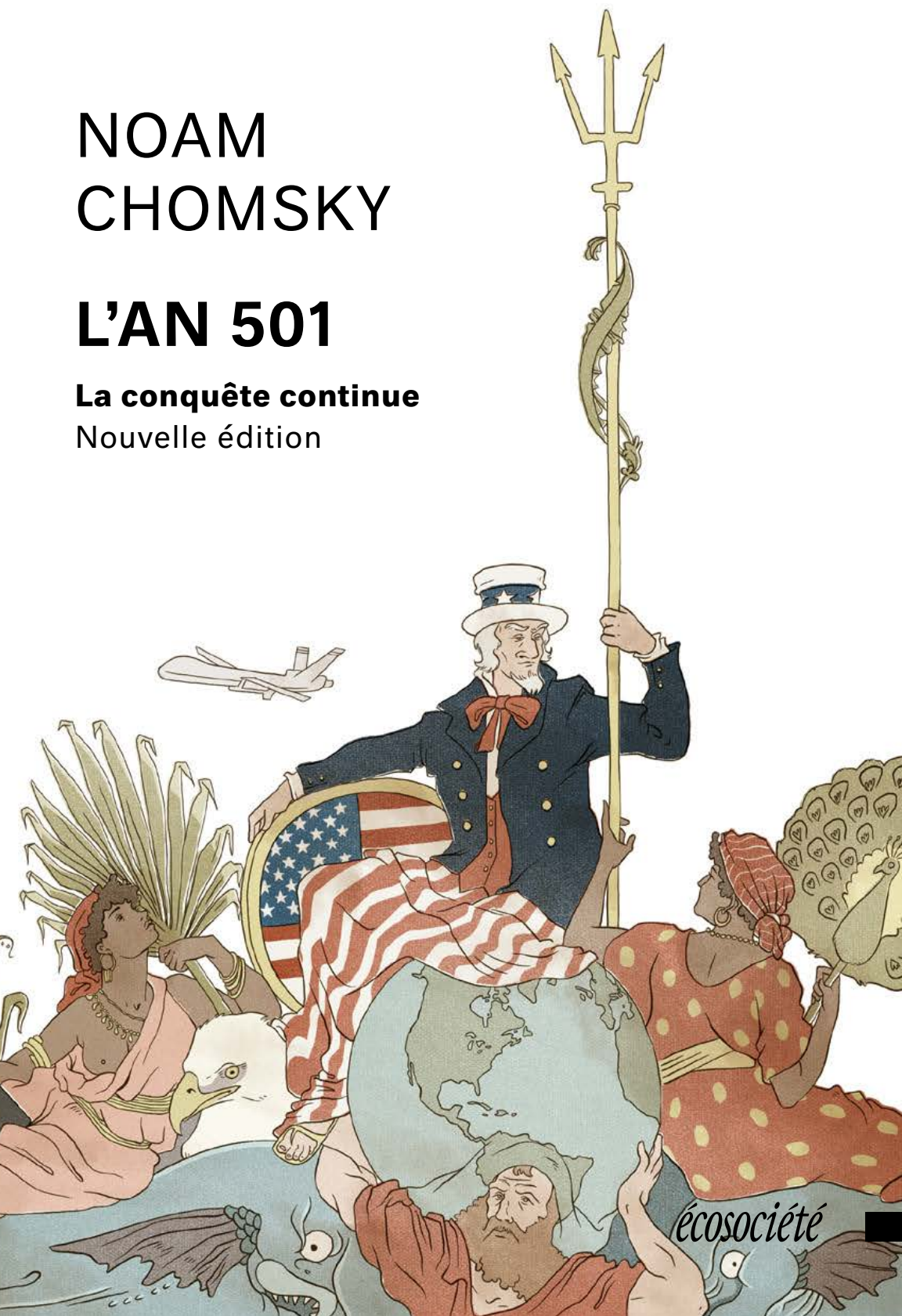


NOAM
CHOMSKY

L'AN 501

La conquête continue

Nouvelle édition



L'AN 501

Noam Chomsky

L'AN 501
La conquête continue

*Nouvelle édition révisée
et augmentée d'une préface de l'auteur*

*Traduit de l'anglais (américain)
par Christian Labarre*

Coordination éditoriale: Nicole Daigneault; nouv. éd. : David Murray
Illustration de la couverture: Mireille St-Pierre
Maquette de la couverture: Catherine d'Amours, Nouvelle Administration
Typographie et mise en pages: Kevin Cordeau

L'édition originale de ce livre a été publiée en 1993 par Black Rose Books (Montréal/New York) sous le titre *Year 501. The Conquest Continues*. La présente édition est basée sur la nouvelle édition parue chez Haymarket Books (Chicago, IL) en 2015.

© Éditions EPO (Bruxelles), 1994, pour la traduction française
© Les Éditions Écosociété, 1995, pour la première édition française
© Les Éditions Écosociété, 2016, pour la présente édition
© Noam Chomsky, 1993 et 2015

Dépôt légal: 3^e trimestre 2016

Ce livre est également offert en format numérique.

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada**

Chomsky, Noam

[Year 501. Français]

L'an 501 : la conquête continue

Nouvelle édition.

Traduction de : Year 501.

ISBN 978-2-89719-266-2

1. États-Unis - Relations extérieures - 20^e siècle. 2. Politique mondiale - 1945- . 3. Impérialisme.
4. Nouvel ordre économique international. 5. Pays en voie de développement - Relations
extérieures. 6. Démocratie - États-Unis. I. Titre. II. Titre : Year 501. Français.

E840.C4614 2016

327.73

C2016-940693-8

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec - Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres - Gestion SODEC.

Canada

SODEC
Québec



Canada Council
for the Arts
Conseil des arts
du Canada

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE À L'ÉDITION DE 2015	11
-----------------------------------	----

PREMIÈRE PARTIE

Du vin dans de nouvelles bouteilles

CHAPITRE PREMIER

« La grande œuvre d'assujettissement et de conquête »	19
1. « L'injustice sauvage des Européens »	22
2. « Abattre les arbres et les sauvages »	41
3. Des torrents de bienveillance	49

CHAPITRE 2

Les contours de l'ordre mondial	57
1. La logique des relations Nord-Sud	57
2. La période postcoloniale	65
3. Le club des riches	72
4. La fin de l'alliance d'abondance	79
5. « L'ignoble maxime des maîtres »	84
6. « Une ère de nouvel impérialisme »	92

CHAPITRE 3

Nord-Sud / Est-Ouest	97
1. Une énorme « pomme pourrie »	97
2. Un « illogisme logique »	102
3. Retour à la normale	111
4. Quelques succès de l'économie de marché	118
5. Après la guerre froide	124
6. La manière douce	133

DEUXIÈME PARTIE
De nobles principes

CHAPITRE 4

Démocratie et économie de marché	139
1. La liberté qui compte	139
2. Le vol du bourdon	141
3. Les bonnes nouvelles	152
4. La réorganisation de la politique industrielle	154

CHAPITRE 5

Les droits de la personne: le critère pragmatique	163
1. La réalité malmenée	163
2. Il faut bien fixer l'ancre	166
3. Célébration	171
4. Clore le débat.	178

TROISIÈME PARTIE
Thèmes constants

CHAPITRE 6

Un « fruit mûr »	189
-----------------------------------	-----

CHAPITRE 7

Ancien et nouvel ordre mondial: l'Amérique latine	207
1. « Le colosse du Sud »	207
2. « Le bien-être du système capitaliste mondial »	209
3. Protéger la démocratie	214
4. Assurer la victoire	218
5. « Une vraie <i>success story</i> à l'américaine »	221
6. L'intégrisme triomphant	225
7. Quelques concurrents au titre	229
8. « Notre nature et nos traditions »	240
9. Quelques outils du métier	243

CHAPITRE 8

La tragédie d'Haïti	258
1. « La première nation libre d'hommes libres »	258
2. « L'intervention désintéressée »	262
3. « La politique, pas les principes »	271

CHAPITRE 9

Le fardeau de la responsabilité	286
1. Un mépris irrationnel	286

2. Des animaux de laboratoire	290
3. La déportation des Amérindiens et l'ignoble maxime	296
4. « La psyché américaine »	300

QUATRIÈME PARTIE

Souvenirs

CHAPITRE 10

L'assassinat de l'Histoire	305
1. « La date à jamais marquée du sceau de l'infamie »	306
2. Pièces manquantes	310
3. Quelques leçons de rectitude politique	316
4. « Autoapitoiement » et autres faiblesses de caractère	322
5. De la sensibilité à l'Histoire	336
6. « Au voleur ! Au voleur ! »	340
7. Une date qui n'est pas marquée du sceau de l'infamie	346

CHAPITRE 11

Le tiers-monde chez soi	352
1. « Le paradoxe de 1992 »	352
2. « Un combat à finir »	360
3. « Consulter notre voisin »	367

GLOSSAIRE	371
---------------------	-----

NOTES	373
-----------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	397
-------------------------	-----

PRÉFACE À L'ÉDITION DE 2015*

DANS UNE ANALYSE PÉNÉTRANTE (et rare) de ce que l'écrivain suédois Sven Lindqvist considérait comme une répétition générale du génocide en Europe, l'historien Richard Gott prédit que « les dirigeants de l'Empire britannique seront un jour rangés dans la même catégorie que les dictateurs du xx^e siècle en tant qu'auteurs de crimes de masse contre l'humanité ». Reconnaisant (de façon tout aussi inhabituelle) la monstruosité de ces crimes, son confrère Bernard Porter a écrit dans le *Times Literary Supplement* de Londres que, vu l'accumulation des preuves, cette issue semblait « presque plausible¹ ».

Voyez la différence avec un portrait tracé vers la même époque dans la *New York Review of Books*. Ici, on lit qu'à leur arrivée dans l'hémisphère occidental les Européens y ont trouvé « une vaste étendue continentale peuplée çà et là d'agriculteurs et de chasseurs dont la technologie primitive était totalement déclassée par celle des Européens. L'espace infini et vierge compris entre la jungle tropicale et le Nord glacé ne pouvait guère compter plus d'un million d'habitants² ». Cette version de l'histoire laisse de côté quelque chose comme 80 millions de personnes, des civilisations riches et complexes, des villes, un commerce étendu et nombre de prouesses techniques.

Le déni de la réalité porté à un degré sublime.

Les victimes de l'impérialisme tout autour du globe étaient, il est vrai, « totalement déclassées » sur un aspect crucial : elles ne possédaient pas les techniques et la culture martiales des Européens, et la furie

* La traduction de cette nouvelle préface est de Christophe Horguelin.

annihilatrice de leurs guerres les révoltait, comme l'a noté le spécialiste de l'histoire militaire Geoffrey Parker (et Adam Smith avant lui, déjà).

Aucune lettre de lecteur n'est parue en réaction à ce cas extrême de déni figurant dans une revue intellectuelle de premier plan. Quatre mois plus tard, les éditeurs ont publié une « clarification » qui revient sur les estimations démographiques pour l'Amérique précolombienne – et qui glisse sur le reste³. Là encore, aucune réaction dans les pages de la revue.

L'ouvrage que vous tenez entre les mains revient sur certains faits historiques connus depuis des décennies et auxquels tout un chacun a facilement accès.

Variété particulièrement pernicieuse de l'impérialisme, le colonialisme de peuplement a pour caractéristique d'occasionner le déplacement des populations indigènes, en général par des moyens disgracieux. L'invasion d'une partie de l'Amérique du Nord par des colons anglais en est un exemple, qui bien sûr aurait une portée démesurée dans l'histoire du monde. L'entreprise de conquête fut lancée dès le départ en mettant de l'avant les intentions les plus nobles : les colons ne faisaient que répondre aux appels à l'aide désespérés des indigènes. Le grand sceau de la colonie de la baie du Massachusetts, établie en 1629 quelques années après l'accréditation de la compagnie du même nom par Charles I^{er}, montre un « Indien », sa flèche pointée vers le bas en signe de paix, avec les mots suivants sortant de sa bouche : « *Come over and help us* » (« Venez à notre secours »). Cette colonisation était donc un cas précoce d'« intervention humanitaire ».

Comme beaucoup d'autres depuis, certains leaders politiques de la jeune république étatsunienne s'expliquaient mal les effets de l'aimable réponse des Européens à l'appel des autochtones. Selon Joseph Story, juge en chef de la Cour suprême du pays (1811-1845), les colons avaient « constamment respecté » les populations indigènes, et malgré tout celles-ci disparaissaient « comme feuilles fanées à l'automne », un mystère qu'il mettait au compte de « la sagesse de la Providence », impénétrable aux simples mortels.

D'autres, pourtant, ne se faisaient guère d'illusion sur ce qu'ils étaient en train d'accomplir. Le général Henry Knox, héros de la guerre de l'Indépendance américaine devenu le premier à occuper le poste de ministre de la Guerre des États-Unis (1789-1794), a décrit « l'extirpation complète de tous les Indiens dans les parties les plus peuplées de l'Union », d'une manière « plus destructrice pour eux que ce qu'ont accompli les conquérants du Mexique et du Pérou », ce qui n'est pas peu dire. Vers la fin de sa vie, John Quincy Adams, sixième président des États-Unis, reconnaissait que le sort réservé à « cette race malheureuse

des Indiens d'Amérique, laquelle nous exterminons avec tant de cruauté perfide et impitoyable, comptait parmi les péchés odieux de cette nation que Dieu punira un jour, je crois ». Ces observateurs perspicaces n'étaient pas seuls.

Mais le déni de la réalité est autrement plus commode. Il est dans l'air même que nous respirons. Plus près de nous, le point de vue conventionnel a été réitéré récemment avec une très grande clarté lors de deux événements importants de la fin de 2014 : la publication de la synthèse du rapport du Sénat sur la torture et le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba. La masse de commentaires qu'ont suscités ces deux nouvelles ont mis en évidence le déni habituel.

Dans le cas du rapport du Sénat, une analyse du *New York Times* signale le déni au détour d'un long article : « Le rapport ne perd pas de temps à condamner la torture d'un point de vue moral ou légal. Il pose essentiellement une question pratique : est-ce que la torture a permis d'obtenir quelque chose de valable ? Après examen d'une longue série de cas, le rapport répond par un non sans équivoque⁴. »

En somme, l'État sacro-saint ne peut pas faire le mal. Dans le pire des cas, il est simplement inefficace.

Beaucoup d'encre a coulé au sujet de sondages révélant qu'une forte majorité de citoyens approuvent la pratique de la torture telle que mise au jour par le Sénat ; parmi ceux qui ont suivi l'affaire de près, le rapport d'approbation est même de deux pour un⁵. Mais le vrai sujet d'inquiétude devrait être ailleurs : le public se range largement à l'avis des enquêteurs du Sénat démocrate selon qui la seule question importante, c'est de savoir si la torture fonctionne ou pas, une question purement factuelle. Peut-être les gens ont-ils été mal informés, mais la grande majorité d'entre eux paraissent épouser les valeurs des démocrates progressistes qui ont rédigé le rapport.

On n'est pas près de reconnaître que la torture est « aussi américaine que la tarte aux pommes » et qu'elle constitue une source primordiale de la puissance et de la richesse des États-Unis depuis l'arrivée des tout premiers esclaves. Les terribles camps de travail esclavagistes du Sud ont produit le coton qui a alimenté la révolution industrielle et enrichi les marchands, les banquiers et les entrepreneurs du Nord-Est. Ils ont joué un rôle essentiel dans l'apparition des usines les plus avancées de l'époque et engendré un large éventail de retombées industrielles. Le développement de l'économie moderne leur doit énormément, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Angleterre et sur le continent européen. Dans cette horrible histoire, la torture sadique a joué un rôle crucial. Elle explique comment il se fait que la productivité augmentait plus vite dans les champs de coton que dans les usines. Les principales

technologies à l'origine de ce succès : le fouet et le fusil. Et les beaux jours de la torture ont survécu à l'émancipation des esclaves⁶.

La torture est aussi un accessoire de base des interventions états-uniennes à l'étranger, même si avant l'ère Cheney-Rumsfeld on préférait en général la sous-traiter à des mandataires – une pratique renouvelée avec les transferts illégaux de prisonniers vers des pays tiers.

En ce qui concerne Cuba, le déni souverain de la réalité n'est pas moins impressionnant. Comme le Sénat dans son rapport sur la torture, le président Obama a bien fait comprendre, en amorçant la normalisation des relations entre les deux pays, que les crimes de l'État sacrosaint ne sont soumis à aucune censure morale ou légale. Une fois de plus, la chose est passée pratiquement inaperçue.

Mais cette fois le président est allé au-delà de la bassesse habituelle en déclarant :

Fièrement, les États-Unis ont soutenu la démocratie et les droits humains à Cuba durant ces cinq décennies. Nous l'avons fait principalement au moyen de politiques visant à isoler l'île, en y interdisant le tourisme et le commerce que les Américains peuvent pratiquer partout ailleurs. Et bien que cette politique procédait des meilleures intentions, aucune autre nation ne nous a emboîté le pas, si bien que ces sanctions n'ont pas eu d'effet sinon que de donner au gouvernement cubain des raisons d'imposer des restrictions à son peuple. [...] Aujourd'hui, je vais être franc avec vous [le peuple cubain] : on n'effacera jamais ce qui s'est passé entre nous, mais nous croyons que vous devriez être habilités à vivre dans la dignité et l'autodétermination⁷.

Quoi qu'on pense d'Obama, on ne peut l'accuser de méconnaître les pans entiers d'histoire qu'il se permet d'effacer dans cette prestation. À commencer par la guerre meurtrière destinée à apporter « les terreurs de la terre » à Cuba – pour reprendre l'expression que l'historien et ex-conseiller de la Maison-Blanche Arthur Schlesinger (citant Shakespeare) employa pour décrire la campagne que le président Kennedy avait confiée à son frère Robert. En plus de tuer des milliers de gens et de semer la destruction à grande échelle, les « terreurs de la terre » ont beaucoup contribué à conduire le monde au bord de l'apocalypse nucléaire, comme des recherches récentes l'ont révélé. Sitôt la crise des missiles désamorcée, le gouvernement Kennedy a repris ses attaques terroristes, et ses successeurs après lui. Les chroniqueurs d'aujourd'hui préfèrent éluder ce point fâcheux en se contentant d'évoquer les « bizarres complots pour assassiner Fidel Castro⁸ », complots bien réels, mais qui pâlisent en comparaison de la guerre terroriste menée par les frères Kennedy après l'échec de leur tentative d'invasion dans la baie des Cochons.

Cette guerre comportait également un volet économique, décrié dans le monde entier (excepté par Israël), qui a étouffé le développement cubain. Le sud-est de l'île, y compris son principal port, a continué d'être occupé militairement en dépit des demandes de restitution formulées par La Havane depuis la révolution. La soif de vengeance contre ces impudents Cubains qui refusaient la domination états-unienne s'est révélée si puissante qu'elle l'a emporté sur le désir de normalisation de milieux d'affaires influents (industries pharmaceutique, agroalimentaire, énergétique) – un phénomène plutôt inhabituel dans la politique étrangère du pays. Les politiques punitives et cruelles de Washington ont pratiquement isolé les États-Unis dans leur hémisphère et suscité mépris et moqueries dans le monde entier. Washington et ses acolytes aiment à dire qu'ils ont « isolé » Cuba, comme l'a répété Obama, mais en fait ce sont les États-Unis qui sont isolés sur ce plan, et c'est sans doute la principale raison du récent changement de cap.

Un changement de cap en mode mineur, d'ailleurs. L'embargo persiste, au mépris de l'opinion internationale. Le tourisme demeure interdit pour l'instant. Et par d'autres moyens, y compris la violence, le châtement va continuer de s'abattre sur Cuba pour avoir refusé de se plier à la volonté des États-Unis, comme le président Obama l'a clairement signifié en reprenant à son compte des prétextes grotesques qui se passent de commentaire.

Nul doute que l'opinion publique intérieure a aussi contribué au « geste historique » d'Obama, même si, de fait, elle est depuis longtemps en faveur d'une normalisation. Un sondage CNN a révélé en 2014 que seulement le quart des États-Uniens considèrent encore Cuba comme une menace sérieuse. Cette proportion dépassait les deux tiers à l'époque où le président Reagan mettait le monde en garde contre la capitale mondiale de la muscade (la Grenade) et contre l'armée nicaraguayenne, postée à seulement deux jours de marche du Texas. Ces craintes apaisées, peut-être pouvons-nous relâcher quelque peu notre vigilance⁹...

Ce qui est à retenir ici, c'est la facilité avec laquelle les crimes peuvent être niés. Il est même possible d'oblitérer complètement l'histoire avec des mots comme « je vais être franc avec vous : on n'effacera jamais ce qui s'est passé entre nous », proférés sans vergogne, avec l'assurance tranquille qu'ils passeront comme une lettre à la poste dans les cercles intellectuels respectables, du moins aux États-Unis.

Cela dit, on aurait tort de croire que le déni des crimes graves passe entièrement inaperçu. Juste en dessous de l'éditorial du *New York Times* qui louangeait le « geste historique de M. Obama envers Cuba », un « carnet éditorial » dénonçait vigoureusement « l'absence presque

totale d'investigation et de contrition » concernant les crimes de l'État. Il s'agissait en l'occurrence des « crimes de l'Union soviétique », qui sont « peu commémorés dans la Russie de Poutine¹⁰ », si différente de nous...

Rien de tout cela ne doit surprendre. Après tout, rien de tout cela n'est nouveau. La torture, la terreur de masse et la strangulation économique n'arrivent pas à la cheville de ce que le tribunal de Nuremberg a défini comme « le crime international suprême, ne différant des autres crimes de guerre que du fait qu'il les contient tous », c'est-à-dire la guerre d'agression, dont l'exemple le plus récent est l'invasion de l'Irak par les États-Unis et le Royaume-Uni. On célèbre le président Obama pour avoir qualifié cette invasion de « bourde stratégique ». Les dirigeants russes avaient employé le même argument pragmatique contre l'invasion de l'Afghanistan, sans toutefois recueillir les louanges de l'Occident pour leurs beaux principes.

Les mêmes grands principes sont à l'œuvre dans les 500 ans de crimes impérialistes et dans la façon dont ces crimes entrent dans l'histoire. Une histoire dont ce livre propose un panorama, et qui se poursuit sans grand changement jusqu'à nos jours.

PREMIÈRE PARTIE

Du vin dans de nouvelles bouteilles

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir;
nous les communiquerons avec plaisir aux auteur.e.s
et à notre comité éditorial.

écosociété

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ
C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org
www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

CANADA
Diffusion Dimedia inc.
Tél. : (514) 336-3941
general@dimedia.qc.ca

FRANCE ET BELGIQUE
DG Diffusion
Tél. : 05 61 000 999
dg@dgdiffusion.com

SUISSE
Servidis S.A
Tél. : 022 960 95 25
commandes@servidis.ch